

Développer les capacités dans la coopération au développement pour qualifier pleinement les institutions en place

Depuis quelques années, le renforcement des capacités locales dans les pays partenaires est un élément central de la coopération au développement. Il joue un rôle important dans de nombreux projets du secteur Coopération et développement économiques du Secrétariat d'État à l'économie.

Le concept de développement des capacités date des années nonante, quand la priorité avait été déplacée de la pure coopération technique vers des approches programmatiques intégrales. Ce changement résultait du constat que les méthodes traditionnelles de développement étaient trop souvent inefficaces du fait que, le projet terminé, les institutions locales n'étaient pas en mesure d'assurer le suivi par elles-mêmes.

Depuis lors, la coopération au développement ne se borne pas à l'aide technique et au transfert de connaissances, mais se fixe des buts globaux, élaborés conjointement. Elle soutient des réformes susceptibles d'induire des changements de société. La responsabilité individuelle, la participation et le dialogue politique sont des notions qui font partie du dialogue entre partenaires sur le développement. Chaque intervention vise à rendre les institutions concernées capables d'exercer leur fonction de manière à atteindre leurs objectifs de développement par des moyens qui leur sont propres.

Plus de pression pour de meilleurs résultats

Le renforcement des capacités a constitué un surcroît d'exigence pour la coopération au développement, ce qui a eu des effets positifs sur les résultats. Il ne suffit plus de livrer du matériel en s'assurant qu'il sera mis en service sur place. Le renforcement des capacités lié aux projets de développement actuels doit qualifier globalement l'institution responsable locale: une gestion optimale des ressources garantit un fonctionnement à long terme et permet

l'optimisation des conditions-cadres. Le développement et la réalisation stratégiques, l'organisation et l'entretien des partenariats ainsi que le contrôle des progrès individuels font partie des efforts visant à mettre en place des capacités clés.

Le développement de capacités a succédé avec succès à l'approche descendante classique du travail de coopération et placé le viseur sur l'obtention de résultats durables. Aujourd'hui comme hier, la réalisation pratique et les preuves concrètes d'efficacité restent cependant des impératifs incontournables.

Trois exemples tirés de la pratique

Les articles ci-après présentent des projets qui mettent l'accent sur le développement de capacités tel qu'il est soutenu par la coopération au développement. Ils concernent différents domaines à plusieurs niveaux. Dans le cas du Pérou, le soutien s'adresse à l'État central, suivi par les régions et les communes. Il encourage et facilite une gestion transparente et durable des finances publiques.

L'appui accordé aux réformes du système fiscal vise à mobiliser de façon optimale les ressources financières de l'État. Elle cherche, par conséquent, à pérenniser les budgets publics. Le dialogue fiscal avec les contribuables doit sensibiliser l'État à leurs besoins et contribuer à rapprocher le gouvernement des citoyens.

La gouvernance d'entreprise doit aider le secteur privé à professionnaliser ses structures de gestion. Le respect des normes spécifiques en la matière limite les risques financiers et renforce la durabilité d'une économie sur les plans écologique et social. ■



Iren Leibundgut
Cheffe suppléante
du secteur Qualité et
ressources, Secrétariat
d'État à l'économie
SECO, Berne